



Pacific
Community
Communauté
du Pacifique

Division ressources terrestres

RAPPORT ANNUEL

2021





États et Territoires partenaires de la Division ressources terrestres dans le Pacifique

Sommaire

| | |
|--|----|
| Avant-propos | 5 |
| Objectifs | 6 |
| Objectif 1. Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées | 6 |
| Objectif 2. La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée | 13 |
| Objectif 3. Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique | 16 |
| Objectif 4. Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne | 17 |
| Objectif 5. Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés | 18 |
| L'écosystème de la Division ressources terrestres | 14 |
| Contribution aux axes prioritaires de la CPS et aux objectifs de développement durable des Nations Unies | 23 |
| Objectifs de développement durable | 24 |
| Partenaires et ressources | 25 |
| Perspectives pour 2022 | 28 |

EXEMPLES DE RÉUSSITES

| | |
|---|----|
| Renforcement de la sécurité alimentaire dans les pays atolls océaniques pendant la pandémie de COVID-19 | 9 |
| Consolider le premier cadre régional pour la santé et les productions animales dans le Pacifique | 12 |
| Le programme REDD+ aide les communautés fidjiennes à protéger leurs ressources naturelles et leurs moyens d'existence | 22 |



Avant-propos

Vaste région composée de petits États et Territoires isolés, le Pacifique ne cesse de faire preuve de résilience depuis des générations. Cette résilience a été plus forte que jamais en 2021, alors que la pandémie de COVID-19 continuait de mettre la région à l'épreuve, menaçant les vies et les moyens de subsistance. Il a alors fallu redoubler d'efforts pour protéger l'intégrité des terres et de l'agriculture, renforcer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et la santé, développer la réponse au changement climatique et lutter contre les organismes nuisibles et les maladies qui gagnaient du terrain, entre autres urgences et aléas.

À la fin de l'année 2020, alors que nous nous apprêtions à vivre avec la COVID, dans cette « nouvelle normalité », pour une deuxième année consécutive, la Communauté du Pacifique a repris son travail là où elle s'était arrêtée. Parmi les nombreuses mesures à prendre face à la COVID tout au long de l'année 2021, garantir la sécurité alimentaire était l'une des priorités. Nous avons pour cela piloté l'organisation d'une série de concertations dans toute la région sur les systèmes alimentaires, qui ont abouti à un accord pour mener une action collaborative et formatrice en faveur des systèmes alimentaires. D'autres avancées positives sont aussi à signaler, comme l'élaboration d'une note d'information sur les systèmes alimentaires océaniques et la forte représentation lors du premier Sommet mondial sur les systèmes alimentaires, organisé par les Nations Unies en septembre.

En parallèle des nouvelles initiatives que nous avons pilotées à l'échelle régionale, nous n'avons pas perdu de vue l'échelon national et local, en veillant à ce que des ressources soient allouées et à ce que des formations soient organisées en dépit des confinements et fermetures liés à la pandémie. Parmi les formations organisées pendant l'année, deux concernaient notre programme intégré sur le cocotier, tandis que d'autres portaient sur les bacs avec réservoir d'eau intégré (« food cubes »), la gestion des sols, la biosécurité, les services vétérinaires et d'élevage et la santé des végétaux, entre autres. Si la nouvelle normalité s'est accompagnée d'innovations en matière de formation en ligne, nous avons également pu mener plusieurs formations en présentiel dans de bonnes conditions de sécurité aux Fidji, où est basée notre Division.

Vivre avec la COVID ne nous a pas non plus empêchés de poursuivre notre travail vital de préservation et de partage des ressources génétiques. Le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) a conservé 2 231 obtentions de 18 espèces, tandis qu'une série de consultations sur les semences ont été menées aux Fidji, à Vanuatu, au Samoa, aux Tonga, à Kiribati et à Tuvalu et que des formations aux systèmes semenciers ont été organisées à Tuvalu et à Kiribati.

La Communauté du Pacifique n'a pas non plus négligé son pouvoir de mobilisation au cours de l'année, puisqu'elle a convié les directeurs de l'agriculture et de la foresterie de tout le Pacifique à une réunion virtuelle fructueuse qui a permis de définir la marche à suivre après la pandémie dans ces deux domaines. Initialement prévue en 2020, mais reportée en raison de la pandémie de COVID-19, la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie, qui se tient normalement tous les deux ans, aura lieu en présentiel en 2022 sous l'égide du Gouvernement fidjien.

Les femmes et les communautés défavorisées ont également subi les effets de cette deuxième année de pandémie, et la Division ressources terrestres (LRD) a poursuivi le dialogue avec ces communautés en nouant de nouveaux partenariats avec les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Samoa par l'intermédiaire d'une nouvelle action de collaboration avec la FAO sur la sauvegarde des variétés menacées de cocotier, avec des activités visant spécialement les jeunes et les femmes. La Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) a également été très active pendant l'année, en s'attelant à repérer les lacunes en matière d'équité de genre dans son manuel de formation et ses outils associés à la Norme océanienne d'agriculture biologique et au Système participatif de garantie, et en faisant progresser, aux Îles Marshall et à Palau, son projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP).

Cette deuxième année consécutive pendant laquelle la COVID-19 est venue bouleverser les populations océaniques s'est aussi traduite par des actions de terrain inédites, des projets innovants et de nouvelles manières de penser et de mettre en pratique des collaborations dans toute la région. S'il semble que le nuage de la COVID se dissipe enfin en cette fin d'année, la CPS ne perdra rien de son dynamisme et de son ambition en matière d'innovation. Ensemble, nous pouvons améliorer l'avenir des populations océaniques pour traverser des périodes troubles comme prospères.



Karen Mapusua

Directrice de la Division ressources terrestres
Communauté du Pacifique

La Communauté du Pacifique coopère avec les populations océaniques pour atteindre une série d'objectifs à la fois ambitieux, judicieux et adaptés aux besoins des communautés de la région. Un aperçu des avancées et des réussites obtenues en 2021 dans le cadre de nos cinq principaux objectifs dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie est présenté ci-dessous.

Objectif 1. Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées.

En 2021, alors que le Pacifique entamait sa deuxième année de crise de la COVID-19, la situation s'est aggravée dans certains pays, rendant encore plus difficiles la gestion et la conservation des ressources naturelles et génétiques. La Division ressources terrestres a néanmoins su tirer parti des confinements et de l'isolement pour trouver de nouvelles manières de travailler et se concentrer sur des tâches qui ne nécessitaient pas d'interactions en personne. L'équipe de la Division LRD s'est montrée particulièrement active dans son travail de conservation et de distribution des semences pendant l'année, en collaborant avec des partenaires de la région et du monde entier pour garantir la résilience de ces graines qui ont permis la résilience de la croissance du Pacifique. Des agriculteurs et d'autres acteurs ont été formés aux systèmes semenciers, notamment à la production, à la reproduction, à la culture tissulaire et à l'analyse des données. Les ressources génétiques ont aussi été entre de bonnes mains pendant l'année, puisque des mesures fortes ont été prises pour que les obtentions soient conservées en lieu sûr et restent disponibles : 2 231 obtentions de 18 espèces étaient conservées par le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique. Malgré les confinements et les périodes d'isolement, la Division est également parvenue à organiser des formations pendant l'année, dont deux portaient sur l'initiative menée sur le cocotier, et à expérimenter d'autres technologies pour un avenir résilient dans le Pacifique, comme les bacs avec réservoir d'eau intégré (« food cubes »). La Division a également profité de la période d'isolement pour moderniser sa technologie et jeter les bases de ses travaux futurs, notamment en signant des accords types sur le transfert de matériaux avec neuf pays océaniques et en poursuivant le développement de ses infrastructures et de ses bases de données importantes, telles que GRIN-Global.

Obtentions

Alors que le travail de la Division LRD sur les ressources génétiques a encore été perturbé par la COVID-19 pendant l'année, l'équipe chargée de multiplier et de protéger ces ressources n'a pas compté ses heures pour veiller à ce qu'elles soient conservées en lieu sûr et disponibles pour les agriculteurs et les communautés agricoles de la région. En 2021, 2 231 obtentions de 18 espèces au total ont été conservées au Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) par culture tissulaire *in vitro*, dont 22 obtentions d'arbre à pain, et 38 essences endémiques et indigènes conservées en chambre froide dans le laboratoire de semences du CePaCT.

Le CePaCT a veillé à la diversité des obtentions : 66 %

d'entre elles venaient de 15 pays du Pacifique, dont les Îles Cook (61 obtentions), les Fidji (192 obtentions), Kiribati (16 obtentions), les Îles Marshall (3 obtentions), les États fédérés de Micronésie (56 obtentions), la Nouvelle-Calédonie (95 obtentions), Niue (21 obtentions), Palau (27 obtentions), la Papouasie-Nouvelle-Guinée (376 obtentions), la Polynésie française (20 obtentions), les Îles Salomon (137 obtentions), le Samoa (214 obtentions), Tokelau (2 obtentions), les Tonga (37 obtentions), Tuvalu (10 obtentions) et Vanuatu (226 obtentions). Aux Fidji, le greffage de quatre obtentions sélectionnées s'est poursuivi tout au long de l'année à la station de recherche de Naduruloulou. Au total, 120 plants ont été greffés.

Pour garantir une plus grande diversité, le CePaCT a aussi veillé à ce que les obtentions ne proviennent pas uniquement de la région Pacifique. Pendant l'année, il a reçu quatre nouvelles obtentions de taro du Portugal et une nouvelle obtention d'ananas venant de Colombie, sur demande des Fidji.

Quatre obtentions de patate douce (2) et d'igname (2) ont été exposées à des méthodes d'irradiation nucléaire en vue de mettre au point d'éventuelles nouvelles lignées possédant de bonnes caractéristiques agronomiques (par exemple, haut rendement et maturation rapide), ainsi qu'une bonne résistance au changement climatique, aux maladies et aux organismes nuisibles.

Au premier trimestre, pour réduire le retard accumulé en matière d'indexation virologique, 286 échantillons de feuilles de taro (282 obtentions) ont été expédiés en mars à Manaaki Whenua Landcare Research (MWLR, Nouvelle-Zélande) à des fins d'indexation virologique. Treize échantillons de taro, 9 échantillons d'igname et 2 échantillons d'ananas ont aussi été envoyés en vue d'un séquençage de nouvelle génération.

Au premier trimestre 2021, les analyses des aracées se sont poursuivies, avec le soutien de MWLR. Un lot de 282 obtentions expédié au premier trimestre a été soumis à des analyses pour détecter trois virus. En outre, la technologie de puces de diversité (Diversity Arrays Technology) a été utilisée pour réaliser le génotypage de l'ADN de 47 obtentions de taro. Une fois le génotypage terminé, les données ont été communiquées à l'Université du Queensland.

Au troisième trimestre, 195 échantillons (181 obtentions) et 16 échantillons de la station de recherche agricole de Koronivia ont été envoyés à MWLR. L'équipe de la Division LRD a également travaillé avec MWLR pour étudier la mise au point d'amorces du virus de la maladie de Fidji et du réovirus du taro, qui seront évaluées en 2022.



Conservation et distribution des semences

Alors qu'aucun signe d'affaiblissement de la COVID ne semblait se profiler pour cette deuxième année, l'accent a été encore davantage mis sur les semences, maillon essentiel de l'avenir agricole du Pacifique. L'équipe du CePaCT s'est fortement mobilisée toute l'année pour collecter des semences, les distribuer et dispenser des formations à leur sujet. Dès le début de l'année, 4 kg de semences de santal ont été échangés avec les Fidji et 1 kg avec les Tonga. Collectées et stockées au CePaCT, ces semences ont été échangées avec les deux pays pour jeter les bases de la conservation et de la domestication d'un santal autochtone appelé « yasi » aux Fidji et aux Tonga, l'objectif étant de soutenir le développement d'un secteur durable de plantation de santal.

En mai, la Division a mis sur pied un forum des systèmes semenciers aux Fidji afin de mettre en évidence les meilleurs acteurs dans ce domaine et de définir un modèle de système semencier pour le pays. Il a malheureusement dû être reporté à une date ultérieure en raison des restrictions liées à la pandémie. L'équipe a cependant pu organiser une série de consultations en amont avec les Fidji, Vanuatu, le Samoa, les Tonga, Kiribati et Tuvalu, qui ont permis de désigner les coordonnateurs de l'initiative Des semences pour la vie pour ces pays. L'une des fonctions de ces personnes référentes sera d'orienter les actions de renforcement des capacités destinées aux meilleurs acteurs des semences. Ces consultations ont aussi permis de recenser les besoins en formation de chaque pays, notamment en matière de production de semences et manipulation après récolte, de reproduction, de caractérisation et évaluation, d'analyse des données, de culture tissulaire, de tests des semences, de lutte contre les organismes nuisibles et les maladies, de gestion de la santé des sols, d'agriculture biologique et de pratiques agronomiques.

À Sigatoka, la station de recherche agricole des Fidji, l'équipe de LRD a piloté la production et le lancement d'un centre de transformation des semences. Elle a aussi apporté son soutien à trois centres de semences supplémentaires au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu. Aux Fidji, le CePaCT a démarré ses travaux de modernisation du laboratoire de semences et du séchoir de semences.

La planification et la modélisation des semences ont aussi permis d'obtenir des avancées dans ce domaine pendant l'année. L'équipe de la Division a rédigé un plan de recherche sur les semences pour l'initiative Des semences pour la vie. Elle s'est entretenue avec le ministère fidjien de l'Agriculture pour veiller à ce que les lignes directrices des Fidji en matière de production de semences puissent être utilisées dans le cadre de cette initiative. Un projet de lignes directrices a été rédigé et soumis à l'examen de partenaires, dont le ministère fidjien de l'Agriculture et Manaaki Whenua (Landcare Research). La version définitive devrait être prête d'ici le premier trimestre 2022. Un projet de modèle de système semencier était aussi élaboré en concertation avec le ministère fidjien de l'Agriculture en vue d'un lancement potentiel aux Fidji et dans d'autres pays. Au cours de l'année, le CePaCT a collecté des données sur 37 espèces, qu'il prévoit d'expédier à la banque de semences Millenium de Kew Gardens (Royaume-Uni), en vue de leur conservation à long terme.

L'équipe de la Division a aussi pu dispenser des formations sur les systèmes semenciers pendant l'année à Tuvalu et Kiribati.

Recherche, formations et renforcement des capacités

Faute de possibilités de rencontres en présentiel du fait des confinements imposés dans tout le Pacifique pendant la pandémie, l'organisation de formations et de renforcement des capacités est restée difficile en 2021. L'équipe de la Division est malgré tout parvenue à entreprendre un certain nombre d'activités, en particulier à proximité de son siège. Aux Fidji, un essai de projet de « food cubes », initialement lancé sur le campus de la Division LRD, a été étendu à l'Université nationale des Fidji, au centre de recherche de Sigatoka et au centre de recherche de Legalega à des fins de distribution. À Nadroumai, le club de femmes locales a suivi une formation en gestion des ressources naturelles.

Le projet « food cubes » a aussi été étendu aux pays atolls de Kiribati et de Tuvalu, où se sont tenues 15 formations techniques sur la culture en « food cubes ». Dans le cadre de ce projet, le CePaCT a mené à bien la caractérisation et la documentation de ses cultures à destination des atolls. À Tuvalu, des agriculteurs ont pu bénéficier d'une analyse de la chaîne de valeur et d'une formation pour savoir comment classer les espèces par ordre de priorité afin d'encourager la production et la mise sur le marché de celles-ci.

Toujours à Kiribati, l'équipe du CePaCT a fourni un appui à l'identification et à la collecte de variétés importantes de pandanus et de cocotiers, et potentiellement de figuier local, à des fins de conservation à long terme. Au Centre technique et de recherche agronomique de Vanuatu, les formations sur la diffusion, la plantation et l'entretien des cultures se sont poursuivies.

Au deuxième trimestre 2021, neuf membres du personnel du CePaCT (quatre hommes et cinq femmes) ont suivi une formation de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la sélection par mutation.

Aux Fidji, 15 agents du ministère de l'Agriculture ont été formés à l'utilisation de l'application sur l'agriculture climato-intelligente. Une séance de présentation de cette application a d'abord été dispensée à la Division LRD de la CPS. Une formation de suivi en présentiel est prévue en 2022 après la levée des restrictions liées à la COVID-19.

En 2021, la Division a également développé son initiative sur le cocotier. Deux formations ont été menées dans le cadre du projet « Cocotiers au service des moyens de subsistance » du Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR) : l'une, en collaboration avec le ministère samoan de l'Agriculture et des Forêts, portait sur la caractérisation des champs de cocotiers et la culture

tissulaire, et l'autre était une session d'information sur les dispositions de l'accord type de transfert de matériel du Traité international de la FAO sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, avec le Samoa, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Fidji.

D'autres initiatives menées au cours de l'année pour approfondir les connaissances sur les cocotiers sont à signaler, notamment la réalisation d'une vidéo sur l'extraction des embryons de cocotier et la collaboration avec l'Université du Queensland pour créer des vidéos sur l'embryogenèse somatique et la culture d'embryons. Lancée en 2021, une nouvelle proposition de recherche est en cours de développement. Elle porte sur l'optimisation de la cryoconservation des méristèmes/embryons de cocotier pour permettre la conservation in vitro à long terme du taro et des cocotiers.

Dans le cadre de son travail sur le cocotier, la Division a aussi élaboré un rapport d'évaluation des plantations de cocotier, qu'elle a soumis au ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Queensland. Elle lui a présenté deux autres rapports : l'un sur une unité de production de placage en bois de cocotier et l'autre sur les capacités existantes d'éducation et de formation dans le Pacifique. L'équipe Ressources génétiques de la Division a également réalisé une étude des usages mondiaux de la tige de cocotier.

L'équipe du CePaCT a soumis un article sur les virus de l'igname à la revue à comité de lecture *Viruses*, qui a été accepté. Il est en cours de révision et sera publié en 2022. Le CePaCT a aussi poursuivi son travail de prise d'empreinte et d'analyse pour ses collections d'aracées. Ce projet en collaboration avec la FAO a été prolongé jusqu'à septembre 2022.

À Sigatoka, aux Fidji, des travaux de maintenance des parcelles de dunes de sable pour la protection du tamanu (*Calophyllum inophyllum*) ont été menés en février 2021. Le désherbage et le nettoyage des parcelles expérimentales de tamanu permettent d'optimiser leur croissance et l'établissement des semis. Les autres travaux de maintenance, ainsi que ceux d'un deuxième site à Vunimago, ont dû être reportés à 2022 en raison de difficultés liées à la COVID-19.

Différents sites agricoles des Fidji soutenus par la Division LRD ont maintenu leurs activités pendant l'année. Sur les sites de Digove, Tokoni, Baravutu et Korobua, les heures de travail ont été accrues afin de renforcer la productivité et de veiller à ce que les exploitations soient pleinement fonctionnelles. En 2021, 67,76 hectares de terrains ont été plantés au total.



Renforcement de la sécurité alimentaire dans les pays atolls océaniques pendant la pandémie de COVID-19.

L'une des nombreuses difficultés rencontrées par les pays atolls océaniques est la production de nourriture de bonne qualité pour nourrir la population de leur île principale, mais aussi celle de leurs îles périphériques. La production alimentaire sur les atolls se trouve confrontée à une base génétique étroite, à un contrôle insuffisant des maladies et des organismes nuisibles, à la pauvreté des sols, aux effets du changement climatique et au déclin des connaissances traditionnelles.

En 2020 et 2021, ces difficultés ont encore été exacerbées par la pandémie de COVID-19, qui a balayé tout le Pacifique. Si les pays atolls ont largement été épargnés par les poussées épidémiques les plus graves, leur production alimentaire est restée dépendante de l'aide d'autres pays de la région. Depuis 2019, la CPS a centré son travail autour de l'agriculture sur les atolls afin de répondre aux problèmes actuels et aux éventuels défis futurs ainsi que de soutenir la résilience des moyens d'existence et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Ce travail s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique de la CPS en ce qui concerne le développement et la promotion des pratiques durables axées sur les besoins particuliers des atolls. Citons notamment la promotion des techniques climato-intelligentes, des variétés végétales et de l'amélioration des races de bétail adaptées aux conditions des atolls, ainsi que la mise sur le marché des aliments produits localement.

En 2021, une série de consultations a été menée avec les homologues nationaux à Tuvalu et à Kiribati afin de cerner les principaux besoins de formation. À partir des besoins ainsi définis, des supports ont été mis au point et diffusés pour accompagner les programmes agricoles sur les atolls. En outre, les « food cubes » ont été expérimentés dans le cadre du projet « Food Futures » de Tuvalu afin de déterminer si cette technologie était susceptible de fonctionner dans le contexte difficile de Tuvalu.

En raison des restrictions liées à la COVID, plusieurs réunions de consultation et formations techniques se sont déroulées en ligne sur Zoom. Au total, 15 formations en ligne ont été dispensées par la Division LRD pour Kiribati et Tuvalu. Elles s'adressaient à diverses parties prenantes de Tuvalu, qu'il s'agisse d'agriculteurs locaux ou d'amateurs de jardinage de Funafuti et des îles périphériques.

En collaboration avec DT Global et Live and Learn, l'expérimentation des « food cubes » a été menée dans des atolls bas pour déterminer s'il était possible de créer des potagers uniquement à partir des ressources disponibles sur place et du compost produit par le service de gestion des déchets solides de Tuvalu. « Les formations nous sont précieuses, en particulier lorsqu'elles portent sur les cultures sur les atolls », a affirmé M. Itaia Lausaveve, Conseiller technique principal de Live and Learn, à Tuvalu. « La formation sur la conservation des aliments était particulièrement intéressante et éclairante. »

Après des résultats positifs à Tuvalu et à Kiribati, l'expérimentation des « food cubes » a été étendue aux zones urbaines des Fidji, sur le campus de la Division LRD de la CPS, à Narere, à la Faculté d'agriculture, de foresterie et des pêches de l'Université nationale des Fidji ainsi que dans une station de recherche agricole dans l'ouest de la plus grande île des Fidji, Viti Levu. Lors de la Conférence en ligne des directeurs océaniques de l'agriculture et de la foresterie en août 2021, au moins neuf États et Territoires du Pacifique ont manifesté leur intérêt pour les « food cubes ». La plupart des pays intéressés mettent en œuvre des initiatives rapides de sécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment des potagers et des chaînes de valeur, dans le cadre de leurs plans d'intervention nationaux en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le sillage de la COVID-19.

Depuis le début de l'épidémie dans la région, l'équipe de la Division consulte en permanence les partenaires de recherche pour transposer ces activités essentielles en matière de sécurité alimentaire sous forme de réunions, formations et discussions virtuelles/en ligne. Les résultats de cette expérimentation ont démontré qu'en redynamisant les systèmes agricoles traditionnels existants des îles du Pacifique, les « food cubes » pouvaient atténuer les conséquences du changement climatique, des catastrophes naturelles et d'autres crises, telles que les pandémies, afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.



Durant l'année, la Division ressources terrestres a pu poursuivre les progrès réalisés en matière de conservation, dans l'objectif de proposer des programmes tournés vers l'avenir et d'adopter et d'améliorer des technologies en vue de garantir leur efficacité actuelle, mais aussi leur capacité d'adaptation à l'avenir.

Il s'agissait notamment de veiller à ce que les pays insulaires océaniques puissent recevoir du matériel génétique du CePaCT afin de préserver la santé du secteur agricole et la biodiversité. Pendant l'année, la Division a signé dix accords types de transfert de matériaux pour la distribution du matériel génétique, avec les Îles Cook, les Fidji, l'Australie, les Îles Salomon, les Tonga, les États fédérés de Micronésie, Niue, les Îles Marshall et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'équipe de LRD a aussi entamé la rédaction de trois procédures opératoires normalisées à des fins de conservation, de distribution et de cryoconservation.

Aux Fidji, les travaux d'agroforesterie à des fins de conservation se sont poursuivis. Quinze parcelles agroforestières ont ainsi été mises en place dans les bassins versants de la rivière Labasa et de la Tunuloa, avec le concours du projet REDD+ (phase II). Le projet « de la montagne au récif » s'est poursuivi, avec la mise en place de nouvelles parcelles dans les bassins versants des rivières Ba, Waidina et Vunivia. Une analyse d'échantillons de déchets a aussi été menée dans le cadre de ce projet. À Draubuta, Emalu et Sigatoka (Fidji), 4 hectares d'essences mixtes autochtones ont été plantés.

Pendant l'année, l'équipe Ressources génétiques de la Division a eu la possibilité de veiller à ce que ses infrastructures et ses équipements soient à jour et fonctionnent de manière optimale. Elle s'est procuré pour cela quatre purificateurs d'air permettant de garantir la stérilité du CePaCT et de réduire ainsi au minimum les contaminations dans les cultures. Parmi les autres améliorations apportées, de nouveaux équipements ont été installés dans le laboratoire moléculaire, dont un thermocycleur, un lyophilisateur, un homogénéiseur tissulaire et un équipement d'électrophorèse en gel.

Un plan de modernisation des installations d'analyse de l'ADN a été finalisé en cours d'année, ainsi qu'un plan relatif à un laboratoire de cryoconservation. La certification biosécurité a par ailleurs été accordée par le Service de biosécurité des Fidji à la nouvelle serre de quarantaine présente sur le campus de LRD. L'équipe Ressources génétiques a également piloté

l'évaluation de la base de données de GRIN-Global (Germplasm Resource Information Network), dont la mise en œuvre devrait progresser en 2022 grâce au recrutement d'un nouveau conservateur. D'autres avancées sont à signaler, comme le dépannage et le débogage en cours d'une application d'inventaire, en collaboration avec la personne chargée de la gestion de la base de données du Centre international de la pomme de terre. Des mesures ont aussi été prises pendant l'année pour configurer la base de données de GRIN-Global, notamment son installation physique pour les essais de code-barres et de base de données.

Aux Fidji, la Division LRD a contribué à l'élaboration d'un projet de code de bonnes pratiques en matière de traitement du bois. Le projet ne sera achevé qu'après l'intervention du ministère fidjien des Forêts, qui doit notamment mener une consultation nationale. Parmi les autres activités relatives au traitement du bois et à la gestion des forêts réalisées aux Fidji pendant l'année, citons la rédaction d'un rapport sur l'évaluation de la réglementation concernant les installations de traitement et les scieries, ainsi que l'examen des recherches menées en matière d'exploitation du bois. Un projet de stratégie pour les produits forestiers non ligneux a été diffusé afin de recueillir avis et commentaires.

Des améliorations ont aussi été apportées aux sites de plantation et de transformation de la Division pendant l'année afin de contribuer au succès des programmes en faveur de cultures importantes. L'unité d'extraction de l'huile de coco vierge à Rabi, aux Fidji, a été modernisée. Les opérations de plantation de cocotiers ont commencé en mars, avec la mise en terre de 3 000 plants. L'équipe de la Division LRD prévoit d'étendre ce site sur une surface totale de 10 hectares.

Des progrès en matière d'agriculture biologique ont aussi été accomplis pendant l'année. Le Système participatif de garantie (SPG) pour les Îles Salomon a été approuvé. Après février 2021, 48 exploitants ont obtenu la certification d'agriculture biologique, ce qui représente 50 hectares au total convertis à l'agriculture biologique. De nouveaux groupes SPG ont été approuvés à Rotuma, aux Fidji, ainsi qu'aux Îles Salomon. La politique nationale de Palau sur l'agriculture biologique était également en cours de préparation. En Nouvelle-Calédonie, les noix de kanari SolAgro sont désormais vendues en tant que produits biologiques.



Action ciblée sur les femmes et les jeunes

Comme elle avait déjà commencé à le faire en 2020, la Division ressources terrestres a continué de mettre l'accent en 2021 sur l'intégration des femmes et des jeunes dans tous les aspects de son travail afin de veiller à ce que ces groupes traditionnellement défavorisés soient impliqués dans les échanges et profitent, par rapport aux autres catégories de population, d'un accès égal à l'agriculture, à la foresterie et aux débouchés économiques qui y sont associés. La Division continue d'inclure ces groupes dès le début de la conception des programmes et projets afin de reconnaître d'emblée leur inclusion et l'impact qu'ils ont.

Des partenariats ont été établis en 2021 avec les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Samoa dans le cadre d'un nouveau projet de la FAO sur la sauvegarde des variétés menacées de cocotier, avec des activités visant spécialement les jeunes et les femmes. Après la signature du projet et la distribution des accords aux pays partenaires, les activités débuteront en 2022. Des projets sont en cours, notamment l'organisation de trois ateliers nationaux en 2022 pour inclure les femmes et les jeunes.

La formation sur la sélection par mutation au CePaCT, suivie par cinq femmes sur neuf participants au total, est un exemple d'intégration des femmes dans la programmation.

Dans le cadre d'un autre projet axé sur les femmes et les jeunes, 38 femmes de Nadroumai, aux Fidji, ont reçu 4 000 drageons de dalo fournis par le projet local en faveur des femmes, à planter dans des exploitations agroforestières et autres exploitations individuelles. Le projet incluait aussi une formation pratique dispensée sur le terrain à 50 jeunes.

Avec la multiplication des lancements de nouveaux programmes et des formations qui se profile en 2022 grâce à l'ouverture des frontières et des communautés après la COVID, le fort accent porté sur la participation des femmes et des jeunes est amené à se prolonger.



Consolider le premier cadre régional pour la santé et les productions animales dans le Pacifique

La menace grandissante que représentent les maladies transfrontières émergentes dans le Pacifique a produit une réaction en chaîne dans le secteur de l'élevage. Les effets des maladies animales endémiques, d'une mauvaise alimentation et d'une gestion insuffisante des déchets, du manque de diversité génétique et des carences en matière de bien-être animal contribuent au déclin de la productivité de l'élevage. D'après des données sur la production animale issues de la majorité des pays de la région, le Pacifique a importé plus de 150 tonnes de produits animaux en 2019. Alors que la demande de produits d'élevage est grandissante et que les importations sont à un niveau élevé, la croissance de la production locale ne suit pas.

Pour réaliser tout le potentiel du secteur de l'élevage, il est urgent de cerner les principaux défis, contraintes et possibilités correspondants afin que des stratégies puissent être mises au point et que des ressources puissent être mobilisées pour soutenir et améliorer les services de santé et de productions animales dans les pays océaniques.

L'équipe de LRD chargée de la santé et des productions animales a organisé deux réunions avec les directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS) en avril 2021 pour examiner et prendre en compte les commentaires des pays sur le Cadre pour la santé et les productions animales, ainsi que pour définir les domaines prioritaires de collaboration régionale en vue de renforcer les services de productions animales.

C'est grâce à cette collaboration étroite tant à l'échelle nationale que régionale que le tout premier Cadre pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PAHPF) a vu le jour. Il vise à renforcer les systèmes de santé et de productions animales, avec pour objectif final de contribuer aux moyens d'existence, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la bonne santé des populations océaniques.

Pour mettre en œuvre le Cadre, il faudra tout d'abord réorganiser les priorités stratégiques de celui-ci

pour les intégrer dans les programmes nationaux de santé et de productions animales. Pour cela, les politiques seront réexaminées et mises à jour et des stratégies et des plans d'action seront élaborés. Un renforcement des capacités est également prévu pour veiller à ce que le PAHPF contribue directement à l'amélioration de la production issue de l'élevage, et une plateforme destinée à la communauté et au partage d'informations doit être lancée.

Le Cadre a été validé par les correspondants PHOVAPS des pays membres, représentés par les directeurs des services vétérinaires et des productions animales et les organisations partenaires. Le réseau PHOVAPS a ainsi pu bénéficier d'une aide administrative et technique de la part du ministère australien de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement (DAWE), du ministère néo-zélandais des Industries primaires (NZMPI) et de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).

Selon Poi Okenese, Directeur de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche de Niue, « la pénurie de vétérinaires dans le secteur de l'élevage est un problème constant, auquel nous sommes confrontés depuis de nombreuses années. Comme il s'agit de problèmes très répandus dans tout le Pacifique, je remercie la Division LRD d'avoir organisé cette consultation qui, nous l'espérons, ouvrira la voie au renforcement de nos services de santé et de productions animales. »

LRD contribuera à la mise en œuvre du PAHPF, en collaboration avec le réseau PHOVAPS et les partenaires du développement, afin d'appuyer la pleine réalisation des priorités du Cadre. La Division espère que ce cadre jettera les bases du renforcement institutionnel des services de production vétérinaire et animale et des réformes stratégiques, tout en guidant les investissements et les programmes, afin de renforcer la production issue de l'élevage dans les pays océaniques.



Objectif 2. La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée.

Bien que, pour la deuxième année consécutive, l'organisation de formations en présentiel sur l'agriculture et les produits forestiers ait été rendue difficile par la COVID-19, l'équipe de la Division ressources terrestres est parvenue à trouver des créneaux pour que des formations puissent se tenir, soit en ligne, soit en personne pendant les périodes où il était possible de se rencontrer dans de bonnes conditions de sécurité. La Division a organisé plusieurs formations et séances introductives sur la Norme océanienne d'agriculture biologique et le Système participatif de garantie, qui ont permis aux participants d'approfondir leurs connaissances et qui ont encouragé le recours à l'agriculture biologique pendant l'année. Une collaboration nouvelle a aussi été entamée dans le domaine de la biosécurité grâce à une série de réunions et d'évaluations techniques. Ces efforts se traduiront progressivement en actions sur le terrain, à mesure que les pays continueront de rouvrir leurs frontières en 2022.

Formations et renforcement des capacités

Malgré les restrictions liées à la COVID dans tout le Pacifique, des formations sur la Norme océanienne d'agriculture biologique et le Système participatif de garantie (SPG) ont pu se tenir. Au premier trimestre, une formation sur le SPG a été organisée à Rotuma, aux Fidji. Elle a été suivie par 40 hommes et 14 femmes, qui ont ainsi pu approfondir leurs connaissances sur le SPG et l'agriculture biologique. En outre, un cours d'initiation au SPG a été dispensé en mars à des membres de l'association de producteurs de champignons QVS Old Boys.

Au deuxième trimestre, un cours d'initiation au SPG a été organisé pour ADRA Fidji, dans la communauté de Koro. D'autres événements sur le SPG ont eu lieu au cours de l'année : deux manifestations sur la résilience et l'initiation au SPG pour le groupe SPG de Navua (Fidji), une initiation au SPG et à l'agriculture biologique pour Cocoa Fiji (l'association fidjienne des producteurs de cacao), une réunion sur l'agriculture biologique sur l'île de Rotuma (Fidji), une initiation à l'agriculture biologique et au SPG à New Valley Produce (Fidji) et une formation à l'élaboration de plans d'activité aux Îles Marshall.

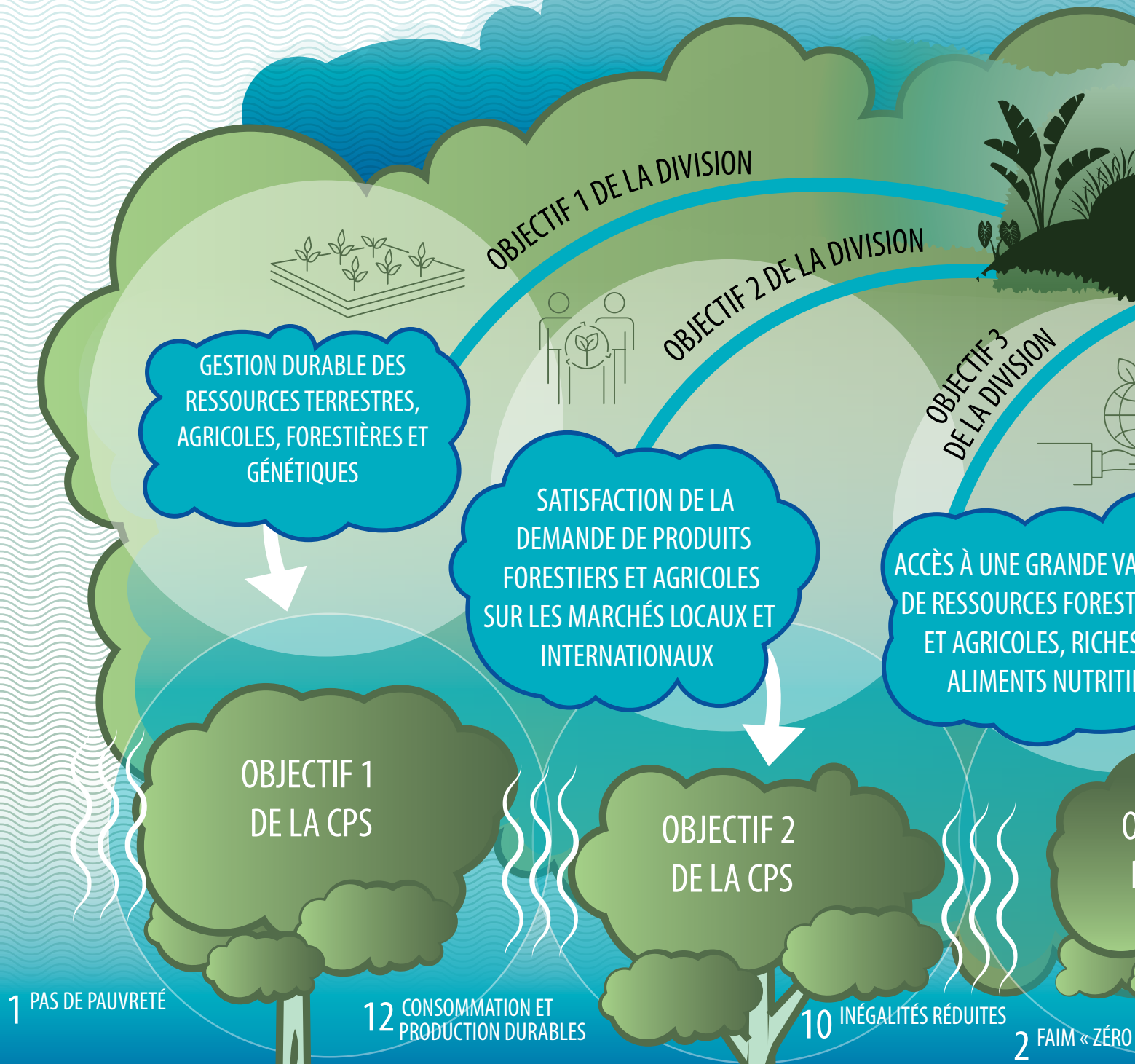
Parmi les autres travaux menés pendant l'année dans le domaine de l'agriculture biologique, un module de formation sur la gestion financière des exploitations familiales a été organisé. Ce module de formation sur l'exploitation d'une activité agricole familiale a été conçu pour accompagner les agriculteurs, les familles du secteur agricole, les producteurs et les fournisseurs agricoles, en particulier ceux qui disposaient de peu de connaissances financières sur le démarrage d'une activité agricole selon une approche familiale.

Collaboration et investissements dans les projets

Le projet ePhyto de biosécurité de la Division LRD a été lancé au cours de l'année 2021 en vue de sa mise en œuvre en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Marshall, à Palau, aux Îles Cook, à Tuvalu et aux Tonga. Quatre réunions techniques avec les pays participants ont été organisées, ainsi que trois réunions de consultation des groupes de travail. Un formulaire d'évaluation de la préparation a été utilisé pour les pays concernés. Un Système national générique ePhyto (GeNS) a été créé pour l'ensemble de ces pays. Des essais d'échange de certificats ePhyto ont démarré entre les Îles Marshall, les Îles Cook et les Tonga d'une part, et les Fidji, la Nouvelle-Zélande et le Samoa d'autre part.

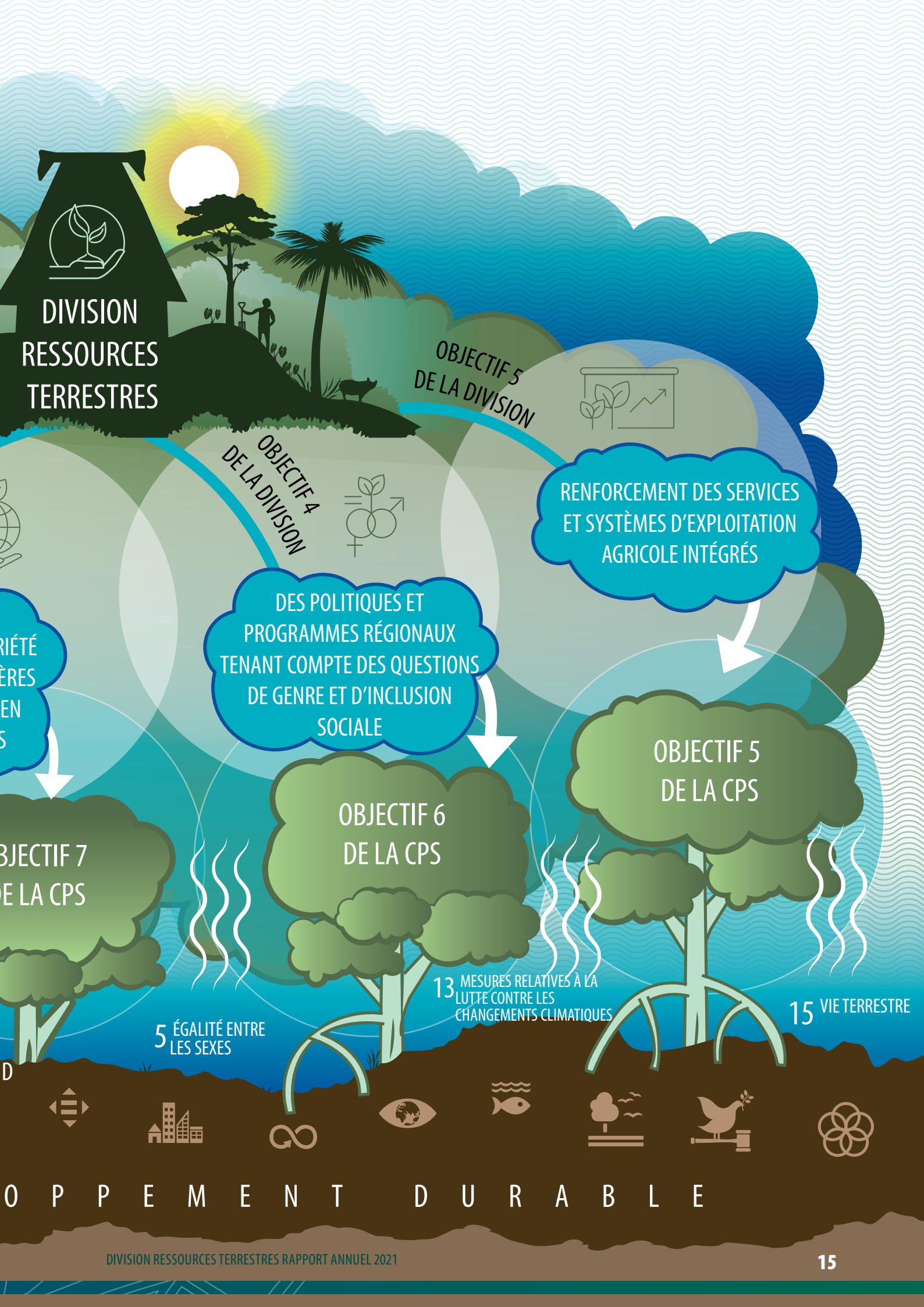
À Palau et aux Îles Marshall, des consultants ont été engagés en cours d'année pour contribuer à la bonne exécution des plans d'activité agricole. Ces plans servent à guider le processus d'investissement dans le développement de l'activité agricole, en éclairant notamment l'investissement dans la chaîne de valeur pour le projet.

Pendant cette même année, le projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP) a pris en charge les frais d'inscription de 10 femmes à l'atelier « Women in Business », organisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à la Chambre de Commerce de Palau.



CONTRIBUTION DE LA DIVISION RESSOURCES TERRESTRES AUX ODD





Objectif 3. Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique.

Pour la deuxième année consécutive, la distribution des ressources agricoles et forestières a été difficile en raison des confinements et des fermetures de frontières liés à la pandémie. Cependant, l'équipe de la Division LRD est parvenue à réaliser 11 distributions dans divers pays de tout le Pacifique, qui ont permis d'accélérer l'élargissement de l'accès aux produits agricoles et forestiers en 2022. Par ailleurs, l'équipe de LRD n'a pas relâché ses efforts pour établir des partenariats et des collaborations, en proposant notamment un nouveau partenariat au World Vegetable Center, afin de consolider encore davantage les bases du partage d'informations agricoles et d'améliorer l'accès aux ressources pour l'année à venir.

Achat, distribution et promotion des cultures

L'équipe de la Division LRD est parvenue à tenir le rythme de ses distributions de cultures en 2021 en dépit des difficultés de transport dues aux restrictions liées à la COVID. En 2021, 11 distributions au total ont été effectuées dans toute la région : trois au premier trimestre, deux au deuxième trimestre, trois au troisième trimestre et trois au quatrième trimestre. Au premier trimestre, 380 embryons de cocotier ont été distribués à l'Université du Queensland, en Australie, ainsi que 140 plants de patate douce aux Îles Cook, et 95 plants de banane et 80 plants de manioc aux Fidji.

Au deuxième trimestre, les Îles Cook ont reçu 200 plants d'arbre à pain, et les Îles Salomon 600 plants de patate douce et 100 de manioc. Au troisième trimestre, les Tonga ont reçu 32 plants de taro, 420 de patate douce, 95 de banane, 30 de manioc et 130 de taro des marais, tandis que 300 plants d'arbre à pain ont été distribués en Micronésie. À Niue, 60 plants de manioc, 280 de patate douce et 34 d'igname ont été distribués.

Au quatrième trimestre, les Îles Marshall ont reçu 8 obtentions et 200 plants de patate douce, ainsi qu'1 obtention et 15 plants de banane, 2 obtentions et 30 plants d'ananas, 7 obtentions et 70 plants de taro des marais, et 1 obtention et 30 plants d'arbre à pain. Aux Îles Cook, la distribution comprenait 8 obtentions et 228 plants de patate douce, 1 plant d'arbre à pain et 23 de manioc. En Papouasie-Nouvelle-Guinée ont été distribués 2 obtentions et 22 plants de Xanthosoma, 1 obtention et 5 plants de taro, 1 obtention et 35 plants d'igname, 2 obtentions et 30 plants d'arbre à pain, 2 obtentions et 28 plants de manioc, et 2 obtentions et 35 plants d'ananas.

Aux États fédérés de Micronésie, des matériaux agricoles ont été distribués dans trois îles périphériques et neuf villages/municipalités sur l'île principale, bénéficiant à 200 agriculteurs. Aux Tonga, cinq obtentions d'arbre à pain du CePaCT ont été plantées dans des champs autour de Tongatapu.

Des évaluations des patates douces ont par ailleurs été lancées au cours de l'année aux Fidji. Aux Îles Cook, l'évaluation des patates douces qui était prévue a été reportée à 2022. Outre le suivi de distributions précédentes, le CePaCT prévoit de suivre les expérimentations menées aux Fidji et aux Îles Cook en 2022. Une évaluation du programme de production de semences mené dans les stations de recherche de Legalega et de Sigatoka (Fidji), accompagnée d'un soutien ciblé visant à renforcer le centre de semences, peut également profiter à l'ensemble de la région.

Collaboration et investissement

Même si, cette année encore, les activités de collaboration sont restées difficiles, l'équipe de la Division est parvenue à entrer en contact avec des partenaires et des partenaires potentiels pour préparer le terrain en vue d'une coopération renforcée à l'avenir. Parmi les actions menées pendant l'année, des discussions ont eu lieu entre le World Vegetable Center et l'équipe de direction de la Division LRD sur la signature d'un protocole d'accord en vue d'une future collaboration. Les échanges avec la personne chargée de la gestion de la banque de gènes au sein du centre ont surtout porté sur une collaboration autour de la caractérisation et de l'évaluation du matériel génétique, dans l'objectif de développer des variétés nutritives et résilientes dans le Pacifique. Une nouvelle initiative de collaboration a aussi été entreprise avec la station de recherche Marc Delorme de Côte d'Ivoire sur le matériel génétique du cocotier. En 2022, les échanges avec Kew Gardens (Royaume-Uni) reprendront en vue d'un suivi sur la cryoconservation.

Parmi les nouvelles actions menées en collaboration avec des partenaires du Pacifique au cours de l'année, une proposition de mise au point de la base de données GRIN-Global (Germplasm Resource Information Network) a été faite en coopération avec la banque de semences Australian Grains Genebank. En consultation avec Manaaki Whenua Landcare Research (Nouvelle-Zélande), l'équipe de la Division a donné son aval pour que des ressources affectées au projet Des semences pour la vie soient utilisées pour recruter des coordonnateurs nationaux chargés de participer à la mise en œuvre du projet. Ces coordonnateurs apporteront également leur concours à d'autres travaux de la Division dans des pays tels que les Tonga, le Samoa, Kiribati, Tuvalu et Vanuatu.

Parmi les autres démarches de collaboration entreprises pendant l'année, un partenariat a été établi avec Palladium International Ltd par l'intermédiaire du ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), dans l'objectif de valider les méthodes de détection de la sécheresse pour le taro. Les Fidji, Vanuatu et le Samoa devraient en outre bénéficier du modèle de systèmes semenciers mis au point par le Spécialiste des systèmes semenciers de LRD après les discussions menées en 2021 pour rendre le modèle opérationnel.

Objectif 4. Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne.

Comme en 2020, la crise sanitaire liée à la COVID-19 a ralenti les progrès réalisés en matière d'inclusion de la dimension de genre, d'héritage culturel et de droits de la personne. L'équipe de la Division LRD a toutefois réussi à soutenir des groupes de femmes et des personnes sur le terrain, dans le cadre de projets menés aux Fidji, à Palau et aux Îles Marshall. Pendant l'année, l'initiative POETCom a fait l'objet d'une mobilisation particulière de la Division, qui a géré son projet à long terme en faveur des femmes productrices, tout en progressant dans d'autres domaines, par exemple en recensant les disparités entre hommes et femmes dans son système de certification biologique et en organisant un événement en marge de la Conférence triennale des femmes du Pacifique, qui s'est tenue en mars.

Investissement dans les questions de genre et de jeunesse et appui à ces questions

Alors qu'il est resté difficile d'organiser des rencontres en présentiel pendant l'année, l'équipe de LRD s'est principalement appuyée sur ses partenariats sur le terrain pour veiller à maintenir ses investissements dans les questions de genre et son appui à ces questions. À Palau, par exemple, les frais d'inscription de dix femmes à un atelier sur la protection des entreprises contre la corruption ont été pris en charge. La forte participation des femmes s'est confirmée à Nadroumai, aux Fidji, où 38 femmes ont reçu 4 000 drageons de dalo fournis par le projet local en faveur des femmes, à planter dans des exploitations agroforestières et autres exploitations individuelles. Le projet incluait aussi une formation pratique dispensée sur le terrain à 50 jeunes. Les femmes ont été particulièrement présentes dans la formation sur la sélection par mutation, organisée aux Fidji par le CePaCT, suivie par cinq femmes sur neuf participants au total.

Parmi les partenariats articulés autour des femmes qui ont été établis au cours de l'année, on peut notamment citer un accord avec les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Samoa sur un projet de la FAO prévoyant des activités visant spécialement les jeunes et les femmes. Les activités de ce projet démarreront en 2022, et trois ateliers nationaux qui doivent inclure les femmes et les jeunes en 2022 sont en cours de planification.

Pendant l'année, la POETCom a également passé en revue les lacunes et les possibilités en matière d'équité de genre dans son manuel de formation et ses outils associés à la Norme océanienne d'agriculture biologique et au Système participatif de garantie. Elle a soumis le rapport complet au projet PROTEGE de la CPS en vue de son inclusion dans une analyse de la gouvernance de la POETCom.

Aux Îles Marshall, l'équipe de la POETCom a également travaillé pendant l'année à la gestion du projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques. Un atelier d'établissement de plans d'activité destiné

aux femmes intervenant dans les chaînes de valeur agricoles a ainsi été organisé à Majuro (Îles Marshall). Dans le cadre de ce projet pour la prospérité des femmes, un événement intitulé « Femmes de la terre et femmes de la mer » a également été co-organisé en marge de la Conférence triennale des femmes du Pacifique, qui s'est tenue en mars. Ensuite, la POETCom a diffusé pour la première fois un bulletin d'information sur le thème de l'inclusion des femmes, avec des articles sur la culture de l'égalité de genre dans le secteur de l'agriculture biologique dans le Pacifique, sur le renforcement des partenariats et sur la mise en relation des chaînes de valeur locales, entre autres. La POETCom a aussi créé une section interne réservée aux femmes.

Inclusion sociale

Au cours de l'année, la POETCom a travaillé avec ses partenaires et les administrations des pays de la région pour veiller à ce que la planification soit inclusive et globale. À Palau et aux Îles Marshall, des plans d'activité visant à identifier les investissements dans des projets sur les chaînes de valeur ont été lancés et sont en cours d'exécution en 2022.

Toujours à Palau, l'élaboration de la politique nationale sur l'agriculture biologique a été lancée avec le soutien de la Division LRD. Elle est toujours en cours de rédaction en 2022. Une analyse de situation portant sur l'agriculture biologique a été réalisée à Palau pendant l'année. Aux Fidji, la version finale de la politique nationale relative à l'agriculture biologique a été mise au point et doit être prochainement présentée au conseil des ministres. À Vanuatu, la Division apporte un soutien constant à l'élaboration finale du projet de politique semencière pour le pays.

La Division a efficacement contribué à la validation de la stratégie sur les systèmes semenciers de Vanuatu, à laquelle des modifications sont actuellement apportées avant publication. Enfin, la Division a entamé la révision de la Feuille de route océanienne pour les systèmes semenciers, qui est toujours en cours et devrait être terminée en 2022.

Objectif 5. Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés.

La majorité des équipes de la Division ayant été dans l'impossibilité de se déplacer pendant l'année, elles se sont efforcées d'établir les fondements permettant de garantir la prospérité future des systèmes agricoles, tout en cherchant de nouvelles réponses à des préoccupations croissantes, telles que la santé des animaux et des végétaux, qui ont été aggravées par la COVID-19. L'équipe de la Division a piloté la réalisation d'un Cadre pour la santé et les productions animales dans le Pacifique, et a également mis au point et expérimenté un module de formation paravétérinaire en ligne. Des formations essentielles, en ligne ou en présentiel, sur des questions actuelles telles que la santé des végétaux, l'analyse des sols, la culture sous abri ou encore les maladies et organismes nuisibles, ont occupé une place importante pendant l'année. En raison de la crise liée à la pandémie de COVID qui s'est poursuivie, la question de la sécurité alimentaire est restée au premier plan. Pour y répondre, la Division LRD a lancé un certain nombre d'initiatives, par exemple en expérimentant les « food cubes » et en publiant une analyse du changement climatique et de la sécurité alimentaire. Un travail important a aussi été mené sur les piliers de l'agriculture, à savoir les sols et les végétaux, notamment avec la rédaction d'un manuel complet sur la santé des végétaux, à paraître en 2022.

Investissement dans les connaissances et gestion

Dès le début de l'année 2021, la Division LRD a fait preuve d'un soutien appuyé aux laboratoires et a fait d'autres investissements dans les connaissances. Au premier trimestre de l'année, elle a assisté Vanuatu dans son projet de laboratoire de culture tissulaire et a contribué à l'achat de matériel. La Division a aussi apporté son aide au Samoa pour ses besoins d'achats d'équipement de laboratoire.

Toujours au premier trimestre, elle a fourni un appui à Kiribati dans le cadre d'un projet de conception et de création d'un centre de ressources génétiques du cocotier. Au troisième trimestre, l'équipe a apporté une aide supplémentaire dans le domaine des banques de gènes, en collaborant avec les Fidji, le Samoa, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon en vue de la création de banques de gènes dans ces pays.

À Tuvalu, pendant l'année, la Division LRD a engagé un consultant, chargé de contribuer à une analyse de la chaîne de valeur axée sur le soutien à la production alimentaire locale et à la mise sur le marché. Cette analyse s'appuyait sur un précédent rapport d'évaluation de la vulnérabilité de ce pays. La Division a aussi apporté son aide au secteur de l'élevage de Tuvalu dans le cadre d'un projet de centre de reproduction. Grâce au soutien apporté en matière de santé animale, des étapes essentielles ont été franchies en vue d'améliorer la santé et les productions animales. La Division a engagé un vétérinaire pour réaliser ce travail. En collaboration avec son entreprise de production vidéo, Pacific Way, et avec le ministère fidjien de l'Agriculture, la Division a créé deux vidéos de sensibilisation à la peste porcine africaine, l'une à destination des agriculteurs et l'autre à destination des agents chargés de la biosécurité, de la vulgarisation et de l'élevage.

Parmi les autres travaux relatifs à la santé animale menés pendant l'année, on peut citer le Cadre pour la santé et les productions animales, achevé et adopté par les directeurs océaniques de l'agriculture et de la foresterie lors de leur réunion bisannuelle en août. Même si l'équipe chargée de la santé animale au sein de LRD n'a pas pu se déplacer pendant une

grande partie de l'année, elle est tout de même parvenue à mettre au point un module de formation paravétérinaire en ligne et à lancer une version pilote aux Fidji et à Vanuatu, testée par 52 participants. Des lignes directrices pour la formation sur la volaille et les porcs ont été élaborées et diffusées auprès des pays ACP du Pacifique. L'équipe de la Division a aussi fait appel à des consultants experts pour concevoir un plan de production de petit bétail qui sera mis en avant dans tout le Pacifique.

Face à la COVID et aux défis agricoles grandissants posés par le changement climatique et la croissance régionale, la sécurité alimentaire reste une préoccupation très importante dans tout le Pacifique. La Division a donc publié un cadre d'analyse participatif sur le changement climatique et la sécurité alimentaire pendant l'année. Elle a également poursuivi son travail sur les sols, en mettant au point des lignes directrices pour le prélèvement d'échantillons de sol ainsi qu'un manuel d'analyse des sols. Ces deux documents devaient être publiés fin 2021 ou début 2022. Les spécialistes des sols de la Division ont aussi collaboré au cours de l'année avec la Faculté d'agriculture et de technologie alimentaire de l'Université du Pacifique Sud pour réaliser des études de corrélations visant à comparer les résultats des analyses des sols obtenus à partir de kits standard d'analyse des sols et selon des méthodes de chimie des solutions (résultats de la méthode sur le terrain et résultats de la méthode en laboratoire). Une fois terminées, les études de corrélations ont été communiquées au Samoa, aux Tonga et aux Fidji.

Parmi les autres travaux liés à la sécurité alimentaire qui ont pris de l'ampleur pendant l'année, on peut citer l'initiative « Food Futures » à Tuvalu, qui portait sur les « food cubes » et la démonstration et la production de compost. Les plates-bandes disposant d'un système d'irrigation autonome et d'arrosage automatique sont de nouvelles technologies innovantes permettant de soutenir la production, en particulier dans les pays atolls. Pendant la deuxième phase de l'initiative, les expérimentations menées à Tuvalu ont été étendues aux Fidji et à Kiribati. Au début de l'année, des « food cubes » ont été livrés dans les sites d'expérimentation en champ de Suva et Sigatoka,



aux Fidji. Une note conceptuelle sur l'extension des « food cubes » a été remise au ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) pour discuter des possibilités de partenariat. La Division a aussi collaboré avec un Spécialiste des chaînes de valeur pour créer des chaînes de valeur prioritaires à Tuvalu et Kiribati pour les produits agricoles pouvant être cultivés dans les « food cubes » et mis en avant grâce à des recommandations en matière de marketing et d'alimentation.

La Division a aussi continué à travailler sur la question de la nutrition pendant l'année, en collaborant avec l'Université de Central Queensland par l'intermédiaire du projet de l'ACIAR sur la structure de culture sous abri pour des chaînes à forte valeur ajoutée, afin de lancer une nouvelle étude en sciences sociales sur la promotion d'une agriculture axée sur les enjeux alimentaires et nutritionnels, par l'intermédiaire des ministères fidjiens de la Santé et de l'Agriculture. Un groupe de travail a été créé pour orienter le plan de l'étude et engager les activités de recherche.

Formation, soutien technique et documentation

Comme pour les autres travaux menés sur le terrain par la Division LRD au cours de l'année, il a été difficile d'organiser des formations et un soutien technique en présentiel. La Division a pourtant réussi à dispenser plusieurs formations et à fournir un soutien tout au long des confinements et des fermetures liés à la COVID, en veillant à ce que tous les participants puissent être formés et bénéficier d'une aide au sein d'environnements sûrs. À Tuvalu et Kiribati, par exemple, la Division a mené une série de consultations sur Zoom pour cerner les besoins en matière de formation et apporter un soutien à distance afin d'assurer la continuité des activités à l'échelle nationale et de la planification en matière de sécurité alimentaire dans le contexte de la COVID-19.

La Division a également envoyé des cultures à plusieurs pays océaniques afin de contribuer au maintien de la viabilité des systèmes pendant la pandémie. Des cultures salino- et climato-résilientes ont été envoyées aux Tonga, aux États fédérés de Micronésie et à Niue au deuxième trimestre, notamment de la patate douce, de la banane, du manioc, du taro des marais et de l'igname. Au troisième trimestre, les Îles Marshall, les Îles Cook et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont aussi reçu de la patate douce, de la banane, du manioc, du taro des marais et de l'igname.

Aux Îles Cook, l'accent a été porté sur le bétail. Le pays a ainsi bénéficié d'un soutien technique et de recommandations en vue d'une formation destinée aux agriculteurs et dispensée par des fonctionnaires du ministère sur le terrain. La Division a poursuivi son travail sur la peste porcine africaine tout au long de l'année. Une formation sur cette maladie a été proposée au Service de biosécurité des Fidji et à d'autres acteurs de la filière élevage. Cette même formation a été dispensée aux Îles Salomon, au Samoa et à Vanuatu. En complément de la formation, des kits de dépistage de la peste porcine africaine ont été distribués à Vanuatu, aux Îles Salomon, à Nauru, à Kiribati et à Tuvalu. Aux Fidji, une formation paravétérinaire sur l'hygiène et la sécurité des produits carnés a été menée dans les divisions Ouest et Centre du pays.

La Division LRD est également restée active dans le domaine des soins vétérinaires au bétail pendant l'année. La Charte des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS), définissant une nouvelle structure de gouvernance et opérationnelle, a été élaborée, puis adoptée en août lors de la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie. Un nouveau vétérinaire a été recruté pour faciliter la mise en œuvre des activités du réseau PHOVAPS. LRD a également pu collaborer avec le ministère fidjien de l'Agriculture pendant l'année pour organiser des formations paravétérinaires suivies par 55 agents chargés de la vulgarisation, de l'élevage et de la biosécurité.

Au Samoa, une formation sur l'analyse des sols a été dispensée à des chargés de recherche. Une autre formation aux protocoles d'analyse des sols sera

lancée dans cinq autres pays en 2022 : Vanuatu, les Fidji, Tuvalu, Kiribati et les Tonga. En avril, une formation sur la santé des sols, en collaboration avec le ministère de l'Agriculture, a été suivie par 43 agriculteurs de 4 villages de l'île de Beqa (Fidji). L'équipe de LRD a aussi contribué au lancement d'un portail d'information sur les sols, approuvé lors de la Conférence des directeurs de l'agriculture et de la foresterie.

Toujours aux Fidji, l'équipe de la Division a poursuivi son travail sur la sécurité alimentaire en apportant de l'aide aux agriculteurs pratiquant la culture sous abri. L'équipe a dispensé une formation à des agriculteurs de Sigatoka, en assurant le suivi des exploitations tout au long de l'année. Le manuel sur la culture sous abri destiné aux agriculteurs a été rédigé et il était en cours d'expérimentation sur le terrain pendant l'année. Il sera achevé et publié en 2022. À Sigatoka, deux parcelles d'expérimentation ont été créées pour tester des formules de compost en fonction d'une sélection de légumes. La collecte de données est en cours. Une fois que les résultats finaux seront disponibles, ils seront communiqués aux pays. LRD a également collaboré avec les ministères fidjiens de la Santé et de l'Agriculture sur des études de sensibilité à l'alimentation et à la nutrition. Des initiatives ont été lancées pour travailler sur les possibilités de coopération en vue de faire le lien entre l'alimentation et la nutrition d'une part et l'agriculture d'autre part.

Parmi les autres actions menées aux Fidji sur la sécurité alimentaire, on peut citer le soutien aux agriculteurs pratiquant la culture sous abri dans les communautés de Qereqere, Nawamagi, Tavua et Nasau. En 2022, l'équipe de la Division LRD continue de suivre les agriculteurs afin de les conseiller sur tous les essais en champ. Des formations sont en cours au sein de ces communautés.

La COVID-19 n'ayant pas atténué la menace et les incertitudes créées par les maladies et les organismes nuisibles dans la région, la Division s'est également efforcée de mettre à jour ses actions sur la santé des végétaux et les infestations de ravageurs. Au cours de l'année, l'équipe a rédigé un Cadre pour un système durable de santé des végétaux afin d'orienter la collaboration régionale sur la restructuration des activités en faveur de la santé durable des végétaux dans les pays, le but étant non seulement d'augmenter la production alimentaire, mais aussi d'améliorer la sécurité alimentaire et environnementale. Le projet de cadre sera diffusé dans les pays en 2022.

Pendant l'année, des cliniques des plantes ont été mises en place aux Fidji, au Samoa et aux Îles Salomon. Soixante-cinq personnes en ont bénéficié. Pour pouvoir continuer de proposer les formations, la Division a eu recours au module en ligne sur les cliniques des plantes du Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI). Grâce aux cliniques, les agents de vulgarisation agricole ont pu gagner en confiance en approfondissant leurs connaissances dans le domaine des organismes

nuisibles et des maladies. Des personnes qui se sont distinguées dans le domaine de la santé des végétaux ont bénéficié d'une aide aux Fidji, au Samoa, aux Îles Salomon et aux Tonga. Aux Îles Salomon, à l'issue d'une formation de formateurs, huit personnes ont reçu leur licence du CABI. Des cliniques des plantes ont aussi été installées avec succès sur le marché municipal d'Honiara et dans le nord-ouest de Guadalcanal, en partenariat avec Save the Children. Des agents du ministère salomonais de l'Agriculture et de l'Élevage ont collaboré avec un représentant de LRD pour conduire une séance de sensibilisation à la santé et aux maladies des végétaux à Tulagi, dans la Province centrale.

Aux Fidji, un projet de réseau de cliniques des plantes des Fidji a été esquissé, puis soumis au ministère fidjien de l'Agriculture pour recueillir son avis. Un concept pilote d'hôpital pour les plantes a été mis au point aux Fidji. Son lancement est prévu en 2022. Aux Fidji, la Division LRD a mis au point et expérimenté des procédures opératoires normalisées pour les cliniques des plantes. Une note d'orientation en faveur de la sensibilisation aux cliniques des plantes et de leur déploiement dans toute la région a également été préparée. Le manuel sur la santé des végétaux a été rédigé et modifié au cours de l'année. Sa version finale sera publiée en 2022.

Au fil de l'année, le travail mené par LRD pour stopper la propagation du rhinocéros du cocotier n'a cessé de prendre de l'ampleur à mesure que la menace de ce ravageur se faisait de plus en plus sentir dans dix pays insulaires océaniques, et pourrait encore s'aggraver. La Division a travaillé avec ses partenaires du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT) pour créer un comité directeur chargé du rhinocéros du cocotier. LRD a continué de prodiguer des conseils techniques à ses partenaires sur la surveillance et la gestion du rhinocéros du cocotier pendant l'année. En partenariat avec le MFAT, LRD a collaboré avec l'institut de recherche néo-zélandais AgResearch, l'Université du Queensland, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon et Vanuatu sur des stratégies de recherche et de gestion pour s'attaquer aux menaces contre l'industrie du cocotier. Des lettres d'accord portant sur la sensibilisation au rhinocéros du cocotier et sur sa gestion ont été signées avec deux partenaires : le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Sylviculture, de la Pêche et de la Biosécurité de Vanuatu et le Service national d'inspection phytosanitaire et agricole de Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Toujours dans le domaine de la lutte contre le rhinocéros du cocotier, un système de base de données a été créé pour suivre les campagnes de distribution et de nettoyage dans les pays cibles. Lors d'une mise à jour effectuée au cours de l'année, des fonctionnalités, des cartes et des données des pays ont été ajoutées au système d'information sur le rhinocéros du cocotier élaboré par LRD. Un

système d'alerte a aussi été mis au point et distribué aux pays touchés. La dernière main a été mise au manuel sur le rhinocéros du cocotier au cours de l'année et 500 exemplaires ont été imprimés pour être distribués. Ce manuel, dans lequel figurent des procédures d'intervention d'urgence pour chaque pays, ainsi que pour la région, a été distribué aux Îles Salomon, mais pas encore dans les autres pays en raison des restrictions liées à la COVID. La Division a aussi réalisé une vidéo de sensibilisation au rhinocéros du cocotier au cours de l'année. Une deuxième vidéo est prévue pour 2022.

La Division LRD s'est attaquée à un autre ravageur océanique au cours de l'année : la chenille légionnaire d'automne. Elle a fourni à Vanuatu des appâts destinés à ce ravageur à des fins de suivi et en vue de mettre au point un système d'alerte précoce. En outre, 30 cartons de pièges à chenilles légionnaires (phéromones) et à mouches des fruits ont été distribués aux Îles Salomon pour mettre en œuvre un système d'alerte précoce permettant de contribuer à la surveillance et d'empêcher la propagation des ravageurs en Nouvelle-Bretagne occidentale, ainsi qu'à Bougainville, en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

LRD est aussi parvenue à tirer parti des progrès réalisés pendant l'année sur le champignon *Metharizium*, qui peut être efficace pour combattre les insectes nuisibles. Des équipements visant à améliorer le rendement dans le cadre de la production de masse de champignons *Metharizium* ont été achetés et installés dans le laboratoire de LRD. Au troisième trimestre, la Division a pu acquérir 11 kg de champignons *Metharizium* pour chacun de ses partenaires. Les résultats d'un essai biologique destiné à déterminer l'efficacité de *Metharizium* sont en cours d'analyse. L'équipe de LRD a également commencé à planifier la formation sur la production de masse de *Metarhizium* et son application sur le terrain, qui doit être prodiguée à l'instance réglementaire de Papouasie-Nouvelle-Guinée KIK (Kokonas Industri Koperesen), au Service national d'inspection phytosanitaire et agricole et à Bio-Security Vanuatu. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, une autre formation sur les techniques d'essais biologiques a été suivie par des chercheurs titulaires d'un doctorat et des agents publics.

La Division LRD a aussi contribué à d'autres formations pendant l'année, par exemple en coanimant l'atelier sur les systèmes participatifs de garantie à des fins de certification biologique sur l'île de Rotuma, aux Fidji, ainsi qu'en proposant une formation en ligne sur la description, le diagnostic et la gestion des ravageurs et maladies à l'aide des modules du CABI, qui s'est tenue au Samoa et aux Tonga, après avoir été organisée aux Fidji et aux Îles Salomon. Au total, 15 formations en ligne ont été proposées à Tuvalu et à Kiribati. Elles portaient sur les sols, les ravageurs et maladies, les chaînes de valeur et le rhinocéros du cocotier, et incluaient des cliniques d'animaux et de végétaux.



Le programme REDD+ aide les communautés fidjiennes à protéger leurs ressources naturelles et leurs moyens d'existence

En collaboration avec son partenaire, l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), la Division ressources terrestres apporte depuis six ans son aide aux communautés de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Vanuatu, des Fidji et des Îles Salomon dans le cadre de leur phase de préparation au mécanisme REDD+. Ce projet fonctionne sur trois niveaux distincts et interconnectés : l'échelle régionale, nationale et locale.

À l'échelle régionale, le projet permet de soutenir les structures nécessaires aux inventaires des forêts et de la biomasse, en se concentrant sur des méthodes de détection de la dégradation des forêts. Des initiatives ont aussi été menées à l'échelle nationale. Ainsi, les pays mélanésiens ont bénéficié d'une aide pour mener à bien leurs activités de préparation et élaborer des stratégies nationales REDD+, notamment en matière de systèmes de sauvegarde des informations, de systèmes de surveillance, notification et vérification, de niveaux d'émission de référence et de mécanismes de partage des avantages pour les revenus potentiels issus des activités du programme REDD+.

À l'échelle locale, le projet soutient l'élaboration et la mise en œuvre d'activités de démonstration et de projets pilotes qui contribueront à éclairer, vérifier et adapter les stratégies REDD+ élaborées à l'échelle nationale.

Bien que le projet ait pris du retard en 2021 en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, l'équipe de la Division LRD a pu se concentrer sur les Fidji, où se trouve son siège.

Un atelier REDD+ sur les échanges communautaires organisé aux Fidji pendant l'année a permis aux villageois de Drawa, de Draubuta et de Nakavu d'échanger sur leurs expériences des activités de mise en œuvre du mécanisme REDD+ et de discuter de ses avantages. En tant que sites REDD+ des Fidji, ces communautés contribuent aux rapports sur l'état de préparation du pays au mécanisme REDD+. L'atelier a permis de définir la voie à suivre avec les ministères compétents en matière de suivi des sites de reforestation, de plantations et de pépinières au sein des communautés.

Le programme REDD+ a eu des effets positifs dans les trois communautés. À Draubuta, le programme a permis la reforestation de prairies et de sols dégradés à proximité du village et une meilleure utilisation des terres et des ressources naturelles. Il a également favorisé le développement du village. Par exemple, les fonds collectés auprès du gouvernement et des organisations se rendant sur place (pour mener des actions de sensibilisation, de formation et sur le terrain) ont été utilisés pour construire la maison communale et acheter des équipements de couture pour le groupe de femmes.

À Nakavu, le projet a contribué à protéger la zone forestière environnante grâce à la location de terrains communautaires en vue de leur transformation en site de gestion durable des forêts, ce qui a permis de mettre fin aux pratiques d'abattage non durables dans cette zone. Grâce à ces mesures, la communauté a bénéficié d'un accroissement des plantes médicinales et des sources alimentaires disponibles, telles que les crevettes, les fougères comestibles, etc. Les fonds issus des visites et des événements de formation sur le site forestier ont contribué au développement du village, en permettant par exemple la rénovation de la maison communale.

À Drawa, la communauté échange du carbone sur le marché de compensation carbone volontaire et reçoit de l'argent pour la conservation et la protection de sa forêt. La communauté a aussi mis sur pied une activité fructueuse de miel après avoir participé à une formation de sensibilisation à la diversification des moyens de subsistance.

Si ces activités menées au sein des communautés dans le cadre du programme REDD+ ont pris fin aux Fidji en 2021, l'équipe LRD continuera de soutenir ces localités en leur fournissant des conseils techniques et un suivi si nécessaire.

Contribution aux axes prioritaires de la CPS et aux objectifs de développement durable des Nations Unies

En 2021, la Division ressources terrestres s'est employée à mieux intégrer son travail dans l'ensemble des axes prioritaires de la CPS. Le Plan de transition 2021 de la CPS définit sept axes prioritaires adossés aux quatre principaux objectifs de l'Organisation. Les missions menées par LRD au sein de la CPS lui ont donné les moyens de contribuer à l'ensemble des sept axes prioritaires, correspondant aux quatre objectifs de la CPS, qui apparaissent en gras ci-dessous. Les sept axes prioritaires de la CPS sont les suivants :

1. Résilience et action climatique
2. Ressources naturelles et biodiversité
3. Systèmes alimentaires
4. Équité, éducation et développement social
5. Économies et moyens d'existence
6. Santé planétaire
7. Efficacité institutionnelle transformatrice

Contribution de LRD aux axes prioritaires, par objectif de la CPS

Objectif 1 : Les peuples océaniques profitent d'un développement économique durable.

Deuxième axe prioritaire : Ressources naturelles et biodiversité

Quatrième axe prioritaire : Équité, éducation et développement social

Cinquième axe prioritaire : Économies et moyens d'existence

Objectif 2 : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes.

Premier axe prioritaire : Résilience et action climatique

Objectif 3 : Les Océaniques réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé.

Troisième axe prioritaire : Systèmes alimentaires

Sixième axe prioritaire : Santé planétaire

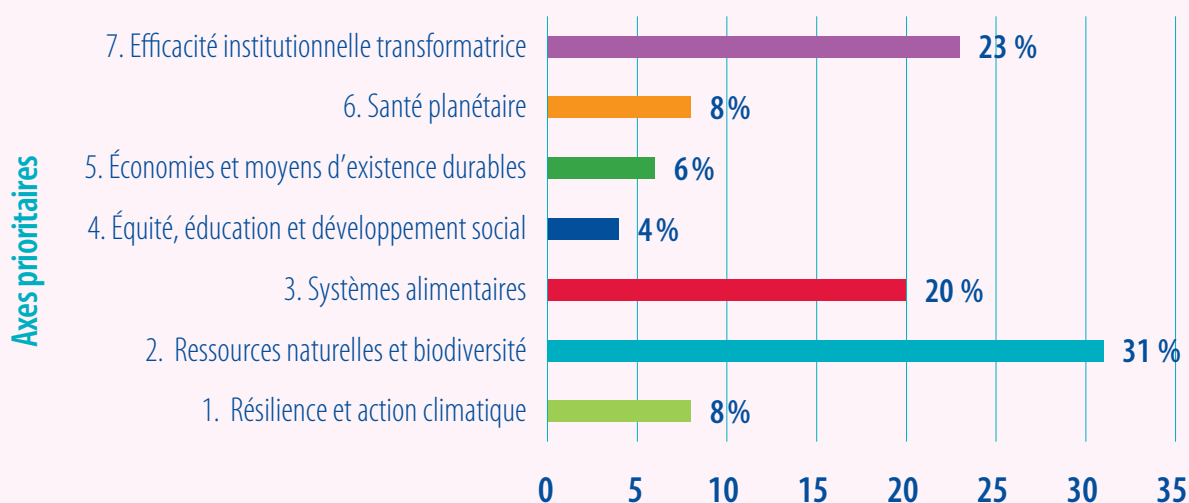


Objectif 4 : Des programmes intégrés sont exécutés par « une seule CPS » au moyen de services rationalisés

Septième axe prioritaire : Efficacité institutionnelle transformatrice

Le Plan d'activité 2019–2023 de la Division ressources terrestres est en phase avec le Plan de transition 2021 de la CPS et le nouveau Plan stratégique décennal 2022–2031. D'après une analyse et une évaluation du travail mené en 2021, la Division a obtenu 51 résultats majeurs au cours de l'année. Sur les sept axes prioritaires de la CPS auxquels la Division LRD a contribué, 4 résultats correspondaient au premier axe prioritaire (résilience et action climatique) ; 14 résultats au deuxième axe prioritaire (ressources naturelles et biodiversité) ; 12 résultats au troisième axe prioritaire (systèmes alimentaires) ; 2 résultats au quatrième axe prioritaire (équité, éducation et développement social) ; 3 résultats au cinquième axe prioritaire (économies et moyens d'existence durables) ; 4 résultats au sixième axe prioritaire (santé planétaire) et 12 résultats au septième axe prioritaire (efficacité institutionnelle transformatrice). Les pourcentages de contribution figurent dans le graphique ci-dessous.

Contribution de LRD aux axes prioritaires de la CPS

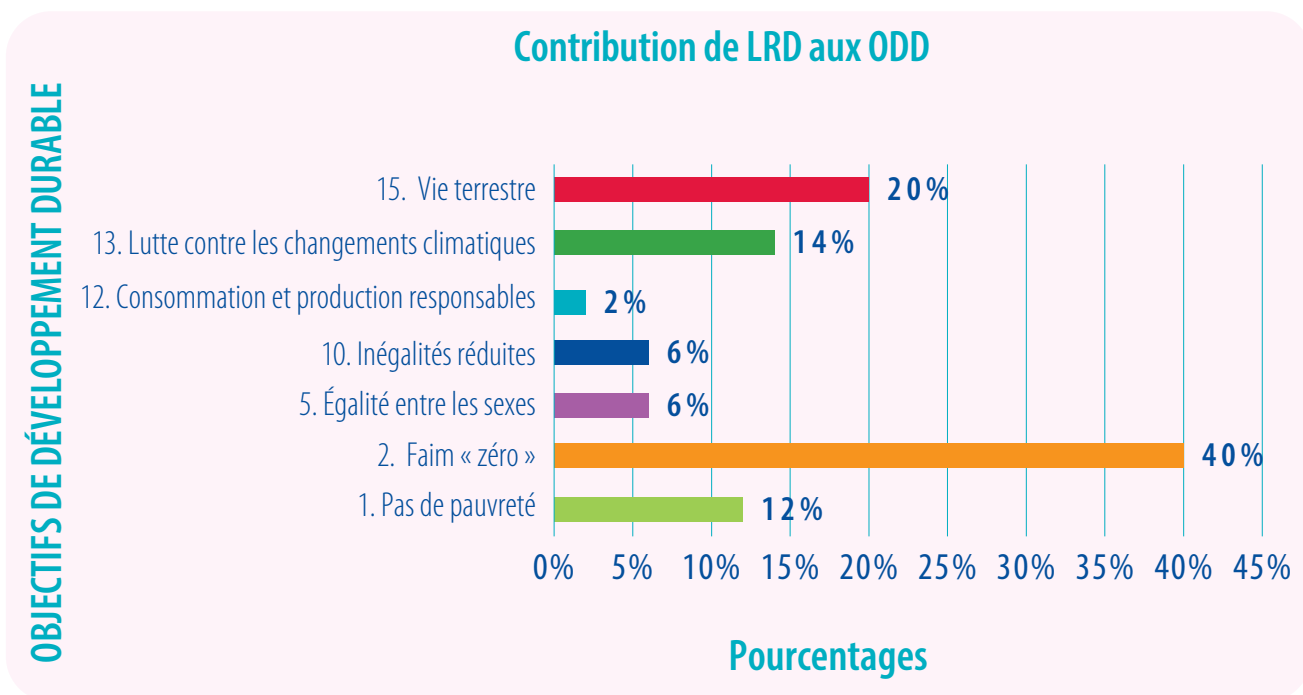


La Division LRD a continué de mettre l'accent sur sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies en 2021. Elle s'est surtout concentrée sur les objectifs suivants : pas de pauvreté, faim « zéro », égalité entre les sexes, inégalités réduites, vie terrestre, et consommation et production responsables. La Division a également apporté une contribution secondaire à d'autres objectifs, par exemple : partenariat pour la réalisation des objectifs, mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques, bonne santé et bien-être, consommation et production responsables, et industrie, innovation et infrastructure.

La Division a particulièrement contribué aux objectifs suivants en 2021 :



Le graphique ci-dessous détaille la contribution apportée à chaque objectif de développement durable par la Division ressources terrestres par l'intermédiaire de ses 51 résultats.



Partenaires et ressources

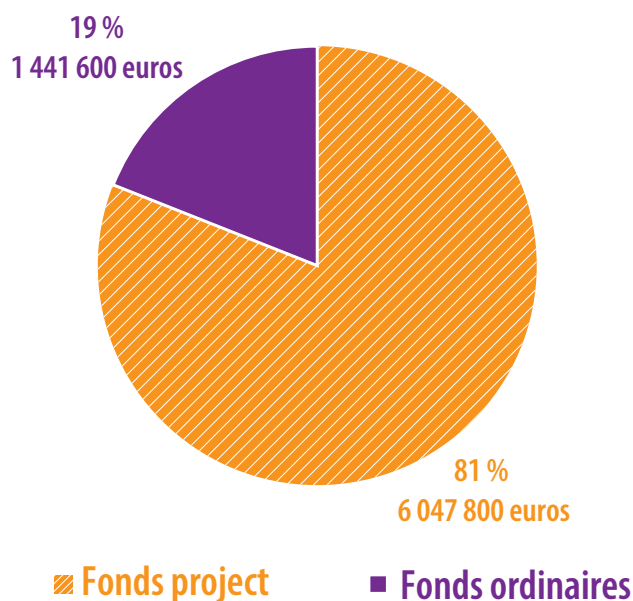
La Division ressources terrestres s'est employée à étendre ses programmes et projets en 2021, tout en veillant à ce que les ressources soient mieux ciblées et utilisées plus efficacement. Les programmes et projets étaient axés sur les quatre principaux thèmes de la Division ressources terrestres, ou piliers, qui sont transversaux et intégrés. Ces quatre piliers sont les suivants :

- Ressources génétiques
- Paysages et forêts durables
- Agriculture durable
- Marchés au service des moyens de subsistance

Ces piliers s'articulent autour de cinq programmes intégrés, en cours d'élaboration :

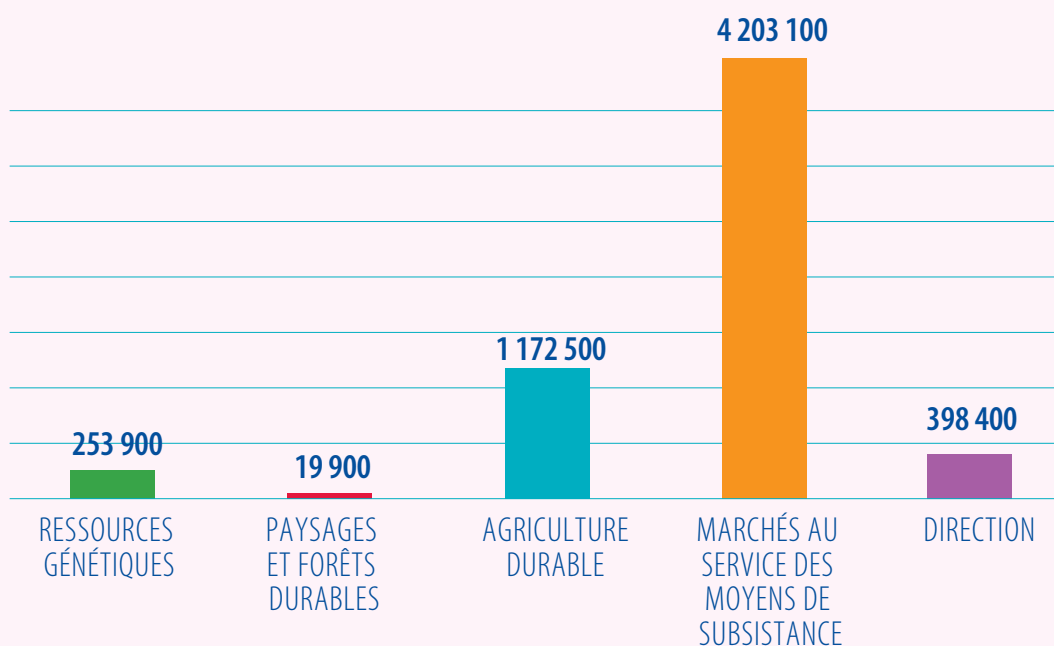
- Volet océanique de l'initiative Des semences pour la vie
- Santé des écosystèmes
- Systèmes alimentaires durables pour la santé et la nutrition
- Biosécurité et sécurité des échanges
- Programme intégré pour le cocotier

Les quatre piliers ont bénéficié d'un financement mixte qui se divise en deux grandes catégories : les fonds ordinaires (ou globalisés) et les fonds fléchés, principalement utilisés pour des projets. En 2021, les fonds projet atteignaient 6 047 800 euros, et les fonds ordinaires 1 441 600 euros. Voir le graphique ci-dessous.





Les fonds attribués à chaque thème de LRD, ou piliers, sont les suivants : 4 203 100 euros pour le pilier Marchés au service des moyens de subsistance, 1 172 500 euros pour le pilier Agriculture durable, 398 400 euros pour la Direction, 253 900 euros pour les Ressources génétiques et 19 900 euros pour les Paysages et forêts durables. Voir le graphique ci-dessous.



Nos partenaires financiers et les établissements d'enseignement avec lesquels nous travaillons ont collaboré avec la Division ressources terrestres dans le cadre des quatre principaux piliers en vue d'obtenir les résultats suivants.

- Renforcement de l'accessibilité des variétés végétales et animales traditionnelles ou améliorées (agrobiodiversité préservée, enrichie et promue).
- Élaboration et renforcement des protocoles visant à assurer l'efficacité de la fourniture de matériel végétal aux réseaux semenciers nationaux.
- Développement du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) en un centre d'excellence.
- Poursuite des recherches avec les partenaires internationaux, parmi lesquels le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR), le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR) et les centres nationaux de recherche, pour renforcer les capacités nationales et régionales dans des domaines clés tels que les banques de gènes et les pépinières, et élaborer des protocoles pour la reproduction en masse, le développement, l'évaluation et la sélection des cultures, ainsi que pour le dépistage et l'éradication des organismes nuisibles et maladies.
- Capacités renforcées en matière de gestion durable des ressources terrestres et forestières.
- Développement et renforcement des capacités nationales et régionales en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses impacts, et de réponse aux conséquences des catastrophes sur les ressources terrestres, agricoles et forestières.
- Augmentation des capacités pour mettre en œuvre les concepts des Directives volontaires en matière de gouvernance responsable des régimes fonciers et de planification participative de l'utilisation des terres, et pour répondre aux demandes des pays membres, qui souhaitent bénéficier d'une assistance pour l'élaboration de politiques et de plans d'utilisation efficace des terres.
- Élaboration, introduction et généralisation des modèles agroforestiers en Micronésie et dans les petits atolls de Mélanésie et de Polynésie, en vue de favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'efficacité de la production agricole et animale, ainsi que la promotion de marchés pour les produits forestiers à forte valeur marchande.
- Mise au point participative de techniques visant à améliorer la productivité dans les domaines de l'agroforesterie, de l'agriculture et de l'élevage (développement de cultures salino- et climato-résilientes, adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, amélioration de la santé des sols, systèmes d'agroforesterie et d'élevage, gestion intégrée des cultures, renforcement de la vulgarisation, de la recherche et du transfert de technologies).
- Prise de conscience et compréhension améliorées de la Division à l'égard du changement climatique et des autres grandes problématiques touchant à l'agriculture et à la foresterie.
- Accroissement de la diffusion et de l'adoption des nouvelles techniques de production agricole.
- Renforcement de l'aptitude de la Division à prendre des décisions stratégiques fondées sur des éléments concrets en matière de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources et de croissance économique.
- Capacité renforcée des États et Territoires insulaires océaniques à satisfaire aux normes, directives et conditions internationales en matière d'exportation et de commerce intérieur, informations améliorées sur le statut phyto- et zoosanitaire des pays.
- Présence accrue des petits exploitants (notamment les femmes et les jeunes) sur les marchés locaux, nationaux et internationaux ; mise au point et valorisation de techniques post-récoltes durables et viables ; augmentation de la production et de la consommation d'aliments locaux nutritifs ; technologies visant à améliorer durablement la productivité animale ; mise au point et promotion d'approches participatives.
- Élaboration de protocoles permettant aux familles d'agriculteurs de mettre en place des cultures alimentaires durables (aussi bien sur le plan de la qualité que de la quantité), aide aux pays membres pour la création d'un capital social dans la production alimentaire, la commercialisation et l'éthique commerciale, et promotion des systèmes participatifs de garantie et groupements.
- Encadrement d'un programme en faveur de l'emploi des jeunes et de l'agri-preneurariat, en veillant à ce que les jeunes, les femmes et les minorités aient équitablement accès aux ressources existantes et aux débouchés professionnels.



PERSPECTIVES POUR 2022

Si l'optimisme prudent du début de l'année 2021 a laissé place à de nouvelles vagues et à de nouveaux variants de COVID-19 dans le Pacifique, les actions synergiques qui ont été menées et les taux de vaccination élevés vers la fin de l'année font à nouveau naître un espoir d'amélioration pour la fin de l'année, qu'on pourrait appeler « l'après-COVID ». Certains signes sont déjà encourageants : les pays océaniques ont rouvert leurs frontières dans les premières semaines de 2022 et des missions sur le terrain sont prévues au sein des communautés.

S'il ne fait aucun doute que LRD continuera de mener des activités en ligne, l'ouverture des frontières permettra aussi au personnel de retourner sur le terrain, au cœur des communautés, où les échanges en face à face joueront un rôle essentiel pour ouvrir la voie à de nouveaux succès pour les programmes et les projets. L'équipe de la Division est particulièrement enthousiaste à l'idée d'accueillir aux Fidji des spécialistes reconnus de l'agriculture et de la foresterie venant de toute la région, à l'occasion de la huitième Conférence régionale des directeurs de l'agriculture et de la foresterie du Pacifique, qui se tiendra pendant la Semaine océanique de l'agriculture. Le fait de revoir des amis et partenaires de longue date pour la première fois depuis plus de deux ans sera sans nul doute facteur d'innovation.

La Division se réjouit également d'aller sur le terrain et d'échanger directement avec les communautés en 2022, afin d'obtenir des avancées plus rapides dans un certain nombre de projets et technologies. Il sera important de suivre les « food cubes » pendant l'année à venir, car les progrès réalisés viendront renforcer les actions menées par LRD en faveur de la sécurité alimentaire en général. La Division fera des systèmes alimentaires une priorité et leur consacra un programme et une équipe dédiés, qui serviront de moteur au travail mené avec des partenaires de tout le Pacifique.

D'autres aliments et produits agricoles auront aussi leur importance. La Division renforcera la mobilisation régionale autour de son initiative sur le cocotier, notamment en publiant au premier trimestre de l'année un manuel complet sur les risques dans ce domaine. Elle s'apprête à publier un autre manuel important sur la santé des végétaux en 2022. L'accent sera aussi porté sur les systèmes semenciers, autre fondement essentiel de la sécurité alimentaire. Une suite sera donnée au forum des systèmes semenciers organisé en 2021 et de nouveaux travaux de planification et de modélisation des systèmes semenciers seront menés. Le travail de la Division LRD sur les sols se poursuivra également, avec une formation prévue sur les protocoles d'analyse des sols diffusée dans cinq pays en 2022 : Vanuatu, les Fidji, Tuvalu, Kiribati et les Tonga.

La longue durée de la pandémie de COVID-19 dans la région a aussi mis en lumière des problèmes qui nuisent particulièrement à la prospérité du commerce agricole et à la santé des cultures, en particulier la biosécurité et les ravageurs et maladies. Ces questions seront mises en avant en 2022 grâce à une série d'initiatives, notamment le renforcement du réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS) et la promotion du cadre régional pour la santé animale.

Les travaux de recherche seront essentiels pour construire l'avenir de l'agriculture et du commerce dans la région, et la Division collaborera avec ses partenaires pour faire une proposition de Programme régional de recherche. La plateforme du Programme sera élaborée et soumise à l'approbation des directeurs océaniques de l'Agriculture et de la Foresterie lors de leur conférence en septembre.

Tout au long de l'année, la Division accentuera son travail autour des questions de genre et des communautés défavorisées. Elle se réjouit à l'idée d'organiser des ateliers axés sur les femmes et les jeunes, et de les intégrer encore davantage dans toutes les autres réunions et dans tous les programmes et projets.

Même si, face aux difficultés liées au prolongement de la pandémie, il a fallu revoir l'objectif fixé en 2021 de « reconstruire en mieux » après la COVID-19, l'équipe de la Division est restée tournée vers l'avenir. En 2022, alors que le Pacifique se relève enfin de la pandémie, les perspectives de reconstruction sont infinies.